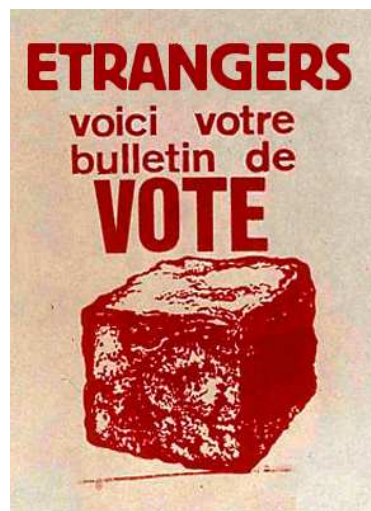


Le PS et le droit de vote des étrangers : un peu, beaucoup... pas du tout ?

*Publié dans l'Etincelle anticapitaliste
(journal des jeunes du NPA) n°24 – novembre 2012*

C'était l'une des soixante promesses de Hollande : accorder aux étrangers vivant en France le droit de voter... au moins pour le maire de leur ville... s'ils/elles y habitent depuis plus de cinq ans. Une mesure qui a l'avantage de coûter zéro euro au gouvernement, tout en lui permettant de marquer une légère différence de ton avec la droite.

Sauf que quand c'est Manuel Valls qui parle, la différence avec Sarkozy on a du mal à la voir. Face à ceux du PS qui insistent quand même pour tenir les promesses, il déclare que ce n'est « pas une priorité », et « pas une revendication forte ». Pas très étonnant venant de lui, qui disait qu'il n'y a « pas assez de blancs » (sic) sur le marché de sa ville d'Évry.



Capitulation idéologique

Cette mesure est donc partie pour attendre... comme elle a attendu depuis 30 ans. Mitterrand l'avait déjà promis en 1981, puis passé sous le tapis. Sous Jospin, le cinéma va continuer, sous prétexte que la population n'allait pas être d'accord.

La population est assez divisée sur le sujet : à peu près 50/50 avec de fortes variations selon les sondages : on serait passé de 60 % pour à 40 % en un an. Du coup, Hollande hésite, notamment parce qu'il pourrait perdre un référendum. Par la voie parlementaire, il aurait besoin de la majorité des 3/5 (il faut modifier la Constitution) et donc de débaucher des voix Modem ou UMP. Il se pourrait aussi que le PS essaie de faire passer plus tard cette mesure, entre deux plans d'austérité, histoire de rehausser un peu le tableau. Bien sûr qu'il y a des réticences et du racisme derrière. Rappelons que les Européens ont le droit de vote local, et ça a posé moins de problèmes.

Mais qui est responsable ? Le PS a directement servi les capitalistes depuis trente ans et imposé la régression sociale. En brisant quantité d'espoirs, il a contribué à affaiblir la solidarité des exploités. C'est ce climat qui favorise les politiciens charognards d'extrême droite.

L'opportunisme des socialistes, qui ne se positionnent qu'en fonction du bénéfice qu'ils pourraient en tirer, ne fait qu'accentuer la défiance envers eux.

Alors évidemment les réac' s'agitent : il y a déjà trois pétitions contre ce projet, une du FN, une de la Droite Populaire (l'aile lepéniste de l'UMP) et une de l'UMP elle-même.

Même exploitation, même combat !

Face à leur propagande, nous sommes résolument pour l'égalité des droits. Le discours que l'on entend de plus en plus dans la gauche capitaliste, c'est que le droit de vote aux étrangers serait bon pour leur « intégration à la République », comme s'ils étaient des barbares face à des Français qui eux connaissent leurs Droits de l'Homme sur le bout des doigts.

Et cette proposition, le PS la défend du bout des lèvres, en se justifiant et en s'empressant de préciser que cela sera limité, comme disait Hollande il y a un an : *« C'est un droit qui existe dans la plupart des pays européens à des conditions qui sont clairement posées : il faut être résident en France depuis cinq ans et, deuxièmement, ça ne vaut que pour les élections locales et en aucune manière pour les élections nationales. [...] Ils peuvent être élus conseiller municipal, mais en aucune façon être adjoint au maire ou maire. »*

(<http://www.chiffragesdechiffrages2012.fr/propositions/hollandeaccorder-le-droit-de-voteaux-etrangers-aux-electionslocale>)

La « nationalité » est une construction idéologique qui sert à la classe dominante. Cela lui permet de faire croire que le/la prolo français-e a des intérêts communs avec le patron d'Areva... plutôt qu'avec le/la Nigérien-ne exploité-e par Areva... Que les politiciens et les capitalistes français sont avec nous alors que le/la collègue immigré-e est de trop...

Les étrangers vivent ici, travaillent ici, et payent des impôts ici. Mais bien souvent, ils galèrent, n'ont droit à rien, et en plus se font montrer du doigt.

On se fait exploiter ensemble, on lutte ensemble !

C'est une solidarité de classe qu'il nous faut, et toute discrimination sur la base de l'origine des travailleurs est un obstacle.

C'est pour cela que nous sommes pour le droit de participer à n'importe quelle élection, d'être éligible à n'importe quel poste, sans condition. Dans cette démocratie contrôlée par les capitalistes, cela ne changerait pas la face du monde. Par contre cela voudrait dire qu'on est en train de s'unir... Et c'est ce que nos dirigeants redoutent plus que tout.

Julien (comité Jeunes travailleurs – région parisienne)